

# ÉCLAIRCIE DANS LE CIEL **RUSSE**

Tout ne va pas pour le mieux, mais le plus dur est passé. Et la reprise est même manifeste dans un certain nombre de secteurs. Tel est le constat des opérateurs et experts sur la situation de l'économie russe en cet automne 2017. En marge des innombrables soubresauts de la politique internationale qui impliquent Moscou, la croissance du pays devrait d'établir cette année autour de 1,8%.

Après une période de récession, l'économie russe repart de l'avant à la veille de la présidentielle de mars 2018. Une reprise contrastée qui ne touche pas tous les secteurs, mais donne de l'espoir aux exportateurs vers ce pays

## ■ REDRESSEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE

Même si les derniers chiffres trimestriels ont été un peu moins bons qu'attendus, la plupart des économistes et les institutions internationales ont, ces derniers mois, relevé leurs prévisions pour 2017 et même 2018 qui sera une année électorale avec la réélection attendue de Vladimir Poutine en mars. C'est le cas de la Commission européenne qui table désormais sur un PIB en progrès cette année de 1,7% contre 1,2% jusque-là, puis un niveau de croissance de 1,6% en 2018. «Après avoir absorbé de nombreux chocs, l'économie russe montre désormais une certaine résilience même si elle doit encore se réformer en profondeur», note pour sa part Ludovic Subran, chef économiste d'Euler Hermes qui table même sur 1,9% de croissance en 2018 ! Pour **Pierric Bonnard**, directeur du bureau russe de **Business France**, «la situation économique reste médiocre et encore loin de retrouver les niveaux d'activité du début de la décennie, mais depuis le début de l'année 2017, il y a eu clairement une stabilisation puis une reprise d'activité». Exemple les ventes d'automobiles progressent depuis le début d'année :+11% à fin octobre... mais cela après qu'elles aient plongé de moitié depuis 2013, à 1,4 million d'unités en 2016. De fait, la Russie vient de traverser sa pire crise depuis celle de 1998 avec un recul de son PIB de près de 3% en deux ans. Un phénomène dû d'une part au prix de l'énergie et d'autre part aux sanctions occidentales et contre-sanctions russes liées à la crise ukrainienne. L'effondrement du prix du pétrole en 2014 a pour sa part mis à mal la balance commerciale de la Russie qui reste le deuxième exportateur mondial d'or noir, ainsi que ses comptes publics.

## ■ INFLATION MAÎTRISÉE ET RESTRUCTURATION BANCAIRE

Le rouble très corrélé au pétrole a chuté de moitié entre 2014 et 2016. Cette dépréciation monétaire a eu pour effet d'alimenter l'inflation et de faire plonger les importations d'environ 40%. Mais, signe de redressement, la monnaie russe, après un pic face au dollar en février 2016, reste désormais assez fermement fixée autour de 60 roubles pour un dollar, avec même une marge d'appréciation. Les analystes de BNP-Paribas tablent par exemple sur un niveau de 62 roubles pour un dollar pour la fin 2018. Sous

**Pierric Bonnard**  
Directeur du bureau russe de **Business France**



l'effet du regain économique, mais aussi de ce raffermissement du rouble, les importations russes repartent -timidement- à la hausse depuis un peu plus d'un an. Durant cette période troublée, le Kremlin au-delà de quelques mesures de relance (par exemple l'augmentation des retraites) a voulu tenir les grands équilibres macro-économiques. Une politique ferme conduite d'une main de fer par Elvira Nabiullina, gouverneur de la Banque centrale de la Fédération de Russie.

Cela s'est traduit par une forte restructuration bancaire (97 banques ont été fermées en 2016) ou même des nationalisations. La politique monétaire très stricte reste, quant à elle, axée sur la lutte contre l'inflation avec un taux directeur élevé qui affecte directement le crédit au BTP ou aux ventes de voitures et autres biens durables. « Entre le taux du crédit et l'inflation, les Russes en moyenne ont perdu un quart de leur pouvoir d'achat », estime Pierrick Bonnard de Business France. Culminant à 17,5% fin 2014, ce taux directeur s'est toutefois fortement détendu depuis.

La banque centrale vient encore de le baisser d'un quart de point fin octobre à 8,25% de quoi donner à terme un peu d'air à l'immobilier et à la consommation. D'autant que cette politique monétaire de faucon a eu des effets très marqués sur l'inflation, désormais maîtrisée. Celle-ci est passée de 15,5% en 2014 à moins

de 4% cette année. « Un niveau d'inflation inédit depuis la fin de l'ère soviétique, ce qui est de nature à aider à la reprise d'activité », estime **David Lasfargue**, avocat d'affaires à Moscou au cabinet Jeantet et administrateur de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe. Ludovic Subran d'Euler Hermes juge que le taux directeur pourrait tendre vers 7% fin 2018, et marquer un pas de plus vers la normalisation de l'économie.

## ■ ATTRAIT PERSISTANT POUR LES PRODUITS FRANÇAIS

Car pour les exportateurs, les sanctions et la crise économique ont interrompu ou désorganisé les échanges dans de nombreux domaines. L'agro-alimentaire, avec les hautes technologies (biens à double usage notamment), reste le secteur plus affecté. Mais la baisse du rouble a aussi rendu non compétitifs, de nombreux produits comme par exemple les pièces et composants automobiles. Témoignage de ces difficultés, les exportations françaises hors aéronautique sont passées, entre 2014 et 2016, de 6,6 milliards d'euros à seulement 3,8 milliards d'euros. Une glissade qui a désormais pris fin. Depuis le début d'année, nos exportations, tous secteurs confondus, se sont stabilisées à environ 1,3 milliard d'euros par trimestre et devraient s'afficher globalement en hausse sur l'exercice 2017. « Il y a toujours un fort attrait pour les produits européens et notamment français qui bénéficient d'une très bonne image », témoigne Pierrick Bonnard qui poursuit « nous espérons que la stabilisation économique va permettre de relancer nos échanges vers la Russie. D'ailleurs depuis quelques mois, nous notons un regain d'intérêt des entreprises françaises pour ce marché, y compris des Pme et Ets ».

## ■ LES ENTREPRISES FRANÇAISES RÉINVESTISSENT

Du côté des investissements directs, les entreprises françaises restent très présentes en Russie avec un stock d'investissements d'environ 20 milliards d'euros. L'Oréal, Schneider, PSA, Michelin, Lactalis, Vinci, Danone, et bien sûr Renault avec AvtoVaz/Lada... on ne compte pas les opérateurs tricolores opérant sur le marché russe, dans l'industrie mais aussi la distribution. Le groupe Mulliez avec ses différentes enseignes notamment Auchan et Leroy Merlin est même un des principaux opérateurs du pays. « Aucune des grandes entreprises présentes en Russie avec des filiales n'est sortie du pays. C'est remarquable », indique Pierrick Bonnard de Business France. Passé le plus fort de la crise, certaines ont même amplifié leur présence sur place. Ainsi Renault s'est renforcé en décembre 2016 au capital du constructeur AvtoVaz dont il détient désormais la majorité aux cotés d'institutionnels russes. « Avec une population de 144 millions d'habitants, les perspectives de l'économie russe à moyen terme restent porteuses et la baisse du rouble a sensiblement baissé le coût des investissements. Certains voient désormais une fenêtre d'opportunité », analyse Ludovic Subran. L'Oréal qui réalise plus de 600 millions d'euros de chiffres d'affaires en Russie a achevé cet été un investissement de 30 millions d'euros pour le doublement de son usine de Kalouga dans des lignes de produits de soins de la peau. De même, le groupe électrotechnique Legrand vient juste de lancer un nouvel investissement dans son usine d'Oulianovsk sur les bords de la Volga.

## ■ OPPORTUNITÉS DANS LE MADE IN RUSSIA

La période troublée que vient de traverser le pays s'est traduite au plan intérieur par une forte volonté des autorités de favoriser le « Made in Russia », une reconquête du marché intérieur à laquelle les entreprises étrangères peuvent participer. Car si la Russie a des relations politiques tendues avec nombre de ses partenaires occidentaux, « business is business » et les autorités jusqu'ici ont veillé à ne pas mélanger les genres. « Pour les affaires économiques courantes, on ne note pas de discriminations, au contraire, vis à vis des entreprises étrangères qui veulent investir en Russie et apporter leur savoir-faire », estime David Lasfargue, de Jeantet. Une tendance notable par exemple dans le secteur des filières agricoles, les composants automobiles, les énergies renouvelables ou encore l'équipement de la maison. « Il y a là des opportunités à saisir et certaines entreprises françaises en pointe sur ces technologies le comprennent, notamment dans l'industrie agro-alimentaire qui a un très fort potentiel pour le marché intérieur russe », indique Pierrick Bonnard. Car note Johanna Melka, économiste chez BNP-Paribas « le secteur de la consommation devrait être le principal moteur de la croissance dans les 18 mois qui viennent ».

Avec, cerise sur le gâteau les retombées de la Coupe du monde de football qui se tiendra du 14 juin au 15 juillet prochain. A commencer par les pelouses : sur les douze stades de la compétition, cinq seront revêtus d'un gazon « made in France » !

*Pierre-Olivier Rouaud*



**David Lasfargue**  
Avocat d'affaires à Moscou au cabinet Jeantet